

Les paradoxes du grand débat national

Posted on 1 février 2019 by Patrick Rouillier

1. **La démocratie participative.** On invente un grand débat pour remettre le citoyen au cœur des décisions gouvernementales car on ne croit plus dans la démocratie représentative. Pour cela on organise, un peu partout, des réunions, des cahiers de doléances, et on recueille des millions de critiques, suggestions, propositions issues directement de la volonté des citoyens. Il faut maintenant traiter cette masse d'informations pour en faire un matériau utilisable. Pour cela on organise des groupes de concertations au niveau départemental, régional, chargés de réunir les données, de les organiser, de les sélectionner, et d'en faire une première synthèse. Ces premiers rapports seront transmis à d'autres groupes moins nombreux, peut-être au niveau régional pour réaliser une synthèse des rapports précédent, et fournir à un dernier échelon l'ensemble de ces travaux pour élaborer le rapport final qui sera transmis à l'exécutif pour construire un plan d'action dans le domaine du réalisable. C'est tout à fait fascinant car on vient de réinventer la démocratie représentative en remplaçant des représentants élus par des représentants plus ou moins désignés ou auto-proclamés. Il est certain que dans ce processus les propositions viennent de « la base » et ne sont plus laissées au bon vouloir des représentants. Tout cela ne remet pas du tout en cause la démocratie représentative (au contraire cela la conforte), mais plutôt le rôle que jouent (ou plutôt que ne jouent pas) les représentants élus qui défendent plus leurs propres idées et intérêts que l'intérêt général.
2. **Une fiscalité plus juste.** C'est une revendication bien légitime en soi, et personne dans l'hexagone ne peut s'afficher contre une participation plus juste à l'effort national. Mais qu'entend-t-on par plus juste ?
Une première vision de la justice serait que chaque citoyen paye le même montant absolu d'impôts et de taxes. C'est évidemment irréaliste car cela amènerait les bas revenus à payer plus d'impôts qu'ils ne perçoivent en salaires.
Une autre approche de cette justice serait que chaque citoyen paye sur son revenu le même pourcentage d'impôts et taxes. Là encore l'état ne pourrait en aucun cas collecter suffisamment de recettes pour financer une redistribution qui nous paraît légitime.
On pourrait évidemment conserver le système de collecte et de redistribution actuel, mais, manifestement, il ne donne pas satisfaction.
Reste alors à augmenter la contribution des plus riches pour mettre la



redistribution au niveau souhaité par les citoyens. Cela conduirai les plus riches à travailler pour acquérir des richesses pour les redistribuer aux autres. Bien sûr ce n'est pas des plus motivant. De plus, même en confisquant quasi tous les revenus des plus riches on n'arriverai pas à un niveau de redistribution satisfaisant. En effet les riches sont très riches, mais malheureusement ils sont peu nombreux, et leurs revenus saupoudrés sur l'ensemble de la population aurait un effet très limité. De toutes façons cela représenterai une notion de la justice plutôt partisane !

On comprend que la notion de justice est relative. « *est juste ce qui est bon pour moi !* »

3. **Le pouvoir d'achat.** Les Français se plaignent de la baisse du pouvoir d'achat alors que tous les chiffres montrent que celui-ci n'a cessé de croître ces dernières années. C'est évidemment parce que la mesure du pouvoir d'achat envisagée par les « technocrates statisticiens » et par les populations est différente. Pour les « statisticiens » la mesure du pouvoir d'achat se fait par comparaison entre le revenu disponible des ménages et le coût d'un « panier » standard représentatif de leurs consommations. Pour le citoyen la comparaison se fait entre la capacité d'achat du revenu des ménages et le désir d'achat de ces ménages. La naissance de nouveaux désirs, de nouveaux besoins, étant plus rapide que la croissance des revenus le citoyen a une perception négative de l'évolution de son pouvoir d'achat, alors que le « statisticien » en a une vision positive.
4. **La réforme de l'état.** Il est nécessaire de « réformer l'état ». C'est un vieux débat. On est passé du régime des pharaons à la démocratie Athénienne, puis sous la domination Romaine à la monarchie, puis la république, puis l'empire. En France successivement des royautes mérovingiennes, aux Carolingiens, aux Capétiens, aux Valois, aux Bourbons. Ensuite est venue la république, puis le consulat, l'empire, la restauration de la monarchie, encore l'empire, puis les diverses républiques contemporaines. Voilà bien des réformes en profondeur de l'état. Louis XIV disait « l'état c'est moi » mais de nos jours l'état c'est nous, vous, moi. C'est pourquoi si on a pu souvent réformer les institutions on n'a jamais réformé l'état. La véritable réforme de l'état supposera une évolution des mentalités, une prise de conscience par la population du rôle qu'on veut faire jouer à l'état, un long débat philosophique qui passerait par-dessus la tête de nos concitoyens. Continuons donc à bricoler autour de la constitution et n'attendons pas de remise en cause fondamentale de nos institutions.
5. **La désertification des campagnes.** C'est un sujet sur lequel il y a beaucoup à dire. Je passerais sur la polémique sur la vie des privilégiés dans les métropoles et des défavorisés dans les campagnes. Il suffit de questionner les personnes vivant en zone rurale en leur demandant « aimeriez-vous vivre à Paris ? » la réponse vient très vite : « certainement pas ! ».



Les maires se lamentent en voyant leurs centre-ville désertés par tous les commerces et en appellent au gouvernement pour réparer la casse. Se souviennent-ils qu'ils ont avec empressement donnés les autorisations aux investisseurs pour implanter des centres commerciaux en périphérie de leurs villes en échange de promesse de création d'emplois. En fait d'emplois tous les petits commerçants ont fermé boutique et des emplois de petits patrons et petits artisans qui rapportaient à l'économie locale ont été remplacés par des emplois de caissières et de manutentionnaires qui rapportent à des grands groupes financiers qui réinvestissent dans d'autres régions voire à l'étranger. Quant aux populations de ces régions désertées ce sont elles qui boudent les commerçant locaux pour aller s'approvisionner dans les grandes surfaces. Ce sont elles qui font ce choix librement. Il est certain que cette désaffection pour les centres villes entraînent (effet boule de neige) la perte d'attractivité pour la ville, la disparition progressive des services, etc. etc.

Les doléances des maires et des populations à ce sujet sont pour le moins paradoxales.

6. **Conclusion.** En dépit de tous ces paradoxes ce genre de manifestations populaires est loin d'être inutile. Elle brassent les idées, mets les citoyens face à leurs responsabilités, et à terme (si ce genre d'initiative se généralise) pourrai concourir à développer l'esprit critique (et non pas l'esprit de critique) qui fait défaut à nos concitoyens. Par contre, à court terme, ces débats risquent d'être générateurs de frustrations, chacun ne pouvant comprendre que ses désirs ne soient pas pris en compte dans l'immédiat.

7.

Domage que ces initiatives ne soient partie intégrante de notre scolarité pour nous amener à l'âge adulte avec un solide esprit critique.